

Arrivée en fanfare, départ sur la pointe des pieds

## Les troupes françaises vont quitter le Rwanda

KIGALI

De notre envoyée spéciale

Malgré quelques accrochages, malgré l'existence de 350.000 personnes déplacées à proximité du front, le cessez-le-feu « tient » au Rwanda, tandis que les négociations entre le gouvernement et les « rebelles » ont débouché sur un accord hier : le pouvoir exécutif dans une administration intérimaire sera confié au gouvernement et au parlement — en outre, les principales forces politiques parties à la crise seraient représentées au gouvernement.

Dans les villes, le couvre-feu est oublié et les expatriés ont retrouvé une relative sérénité. Autrement dit, les raisons officielles qui justifiaient la présence de deux compagnies de militaires français appartenant au régiment d'infanterie de marine, le Rima, s'estompent peu à peu, et Paris s'apprêterait à déplacer ces troupes d'élite.

La date du départ n'a pas encore été fixée, mais il est acquis

que les hommes du Rima quitteront bientôt les vertes collines du Rwanda pour des cieux plus troublés : ils partiront d'ici peu pour la Bosnie. Cette décision aurait été prise par le ministère français de la Défense pour des raisons techniques : les troupes d'élite françaises sont déjà présentes au Cambodge, en Croatie, et le renforcement de la présence militaire française dans l'ex-Yougoslavie implique nécessairement un allègement du dispositif en d'autres lieux. Mais au-delà des considérations « techniques » d'un état-major dont on ne soupçonnait guère qu'il eût pu connaître des problèmes d'effectifs, les motifs véritables de ce dégageement sont également politiques.

Pour le Front patriotique, engagé dans les négociations d'Aruha, le départ des troupes étrangères qui, selon lui, soutiennent toujours le président Habyarimana, représente un préalable important. Des représentants du Front à Kigali vont plus loin. Ils reprochent aux militaires français d'être présents lors de l'interrogatoire de leurs

prisonniers, d'enseigner le maniement des armes aux recrues de l'armée rwandaise et d'entraîner ces dernières. On est loin de la protection des expatriés...

En outre, les militaires français patrouillent régulièrement sur la route Ruhengeri-Kigali, en arrière de la ligne de front, assurant donc les arrières d'une armée rwandaise démoralisée. La présence militaire française se marque dans d'autres provinces encore, mais plus discrètement, par l'entraînement des jeunes recrues rwandaises.

Ces projets de retrait des troupes françaises, justifiés par les perspectives de paix, risquent de représenter un coup dur pour le président Habyarimana, très contesté : chacun a noté à Kigali que la manifestation organisée vendredi soir par l'ex-parti unique, le MNRD, et le CDR (Coalition pour la défense de la République) n'avait rassemblé que 10.000 personnes, tandis que samedi, l'opposition réunissait 50.000 manifestants.

Souvent interprétée comme un soutien indirect au président, la

présence française au Rwanda pourrait s'estomper pour d'autres raisons encore : non seulement le régime est discrédité, soupçonné d'attiser en sous-main des violences ethniques, mais certaines rumeurs font état de plantations de chanvre et de trafics de drogue, dont le Rwanda serait devenu une plaque tournante, ce qui financerait les achats d'armes. Or c'est en France qu'en grandes quantités, dépassant même ses besoins prévisibles, l'armée rwandaise passe ses commandes. Avant que les rumeurs et les soupçons se transforment, sur la place publique, en certitudes et que des scandales n'éclatent, Paris pourrait préférer lever le pied. Ces perspectives de départ n'incitent cependant guère à l'optimisme : même si elles soutenaient indirectement le régime, les troupes françaises rassuraient les expatriés, et leur présence, si elle n'a guère empêché le déclenchement de récents massacres, a sans doute prévenu leur extension.

COLETTE BRAECKMAN